

Le Vilain Petit Canard

«Ensemble, pour être plus forts !»



Le Journal Trimestriel de la section CGT Finances publiques 95 - 1er trimestre 2018

LE GAVAGE POSE DE PLUS EN PLUS DE QUESTIONS ÉTHIQUES



Toute l'équipe de la **CGT Finances Publiques 95** vous souhaite ainsi qu'à vos proches une excellente année 2018. Qu'elle soit celle où nous prenons notre destin en mains pour construire un monde de paix et de justice sociale, une année constructive, porteuse d'espoir, de progrès social et de mieux vivre ensemble et au travail.

ACCUEIL SUR RDV

Prenez un ticket ! p. 2

TEMPS DE TRAJET

Les journées vont être longues ! p. 3

MOBILISATIONS DU 95

« Les restructurations, ça suffit! » p. 3

LE DROIT A L'ERREUR

L'impunité fiscale pour le patronat ? p. 4



La date limite de dépôt des demandes de mutation est fixée au 24 janvier 2018. N'hésitez pas à contacter nos élus !



Adresse
CGT-Cfip de Cergy - Local syndical Niveau -1
Bat C
2, av Bernard Hirsch 95093 Cergy Pontoise
Cedex
Site internet
www.ddfip95@financespubliques.cgt.fr/95/
Courriel
cgt.ddfip95@dgifp.finances.gouv.fr

Prenez un ticket s'il vous plaît !

Au premier trimestre, la DDFIP du Val d'Oise va généraliser l'accueil sur rendez-vous dans tout le département. Petit rappel du cadre général voulu par nos dirigeants :

« **Améliorer la qualité de service, mieux maîtriser l'accueil physique, familiariser les usagers avec l'ensemble de l'offre de service en ligne et enfin faciliter l'organisation des services d'accueil et améliorer les conditions de travail.** »

Qu'ils sont beaux ces éléments de langage... Certains chefs de services y voient d'ailleurs un défi passionnant à relever.

Toute l'équipe de direction se plaît à les reformuler à l'envi lors de leur passage dans les services, un peu comme quand vous appelez une plate-forme téléphonique et que le correspondant récite le texte que son employeur lui demande de lire.

Au-delà des apparences les services publics sont victimes depuis plus de 10 ans d'une diminution drastique de ses fonctionnaires. Une purge sans précédent qui conduit nos dirigeants à repenser l'accueil afin (comme ils le disent en off) que les usagers restent le moins longtemps possible dans nos locaux. Les nouvelles consignes sont donc :

« **Améliorer la qualité de service** » = Il n'y a plus assez d'agents dans les services, alors peu importe que le travail soit bâclé et surtout Diriger les « usagers » vers des ordinateurs en libre service afin qu'ils puissent par la suite rester chez eux.

Car la dématérialisation doit avoir lieu et vite, à marche forcée. Qu'importe si on laisse au bord de la route une multitude de contribuables souvent modestes ou âgés qui peinent à monter dans ce train fou lancé à toute vitesse. Qu'importe si les équipes s'épuisent et font face à un surcroît d'incivilités et d'agressivités. Qu'importe si le mal être au travail est de plus en plus prégnant et si notre travail n'a plus de sens.

« **L'accueil sur rendez vous est la SOLUTION.** » = Et il est là le vrai malaise car nous accueillons ce nouveau principe avec soulagement. Notre directrice en profite pour changer les appellations. D'usager, on parle à présent de client. Puis on distille lentement le poison.

Gangsta's Paradise

C'est annoncé, l'ouverture de dix hôpitaux...

Ah ? C'est impossible... la faute à Bernard Arnault.

On pourrait juste augmenter le nombre de lits ?

Non, trop peu d'impôts payés par Patrick Drahi.

Et pour le recrutement de quelques fonctionnaires ?

Posez donc la question au chanteur Julien Clerc...

Un budget revu à la hausse dans la culture ?

N'y pensez pas, ça ne rime pas avec Arthur.

Espagne : Ouvertures de classes dans les lycées ?

Messi et Ronaldo, sont hélas exilés.

Angleterre : des missions publiques qu'on abandonne,

Demandez donc pourquoi à Lewis Hamilton...

Facebook, Nike, Total, Whirlpool, Engie et Apple,

Tissent au service public un bien joli linceul,

Prenez conscience collègues que de leur turpitude,

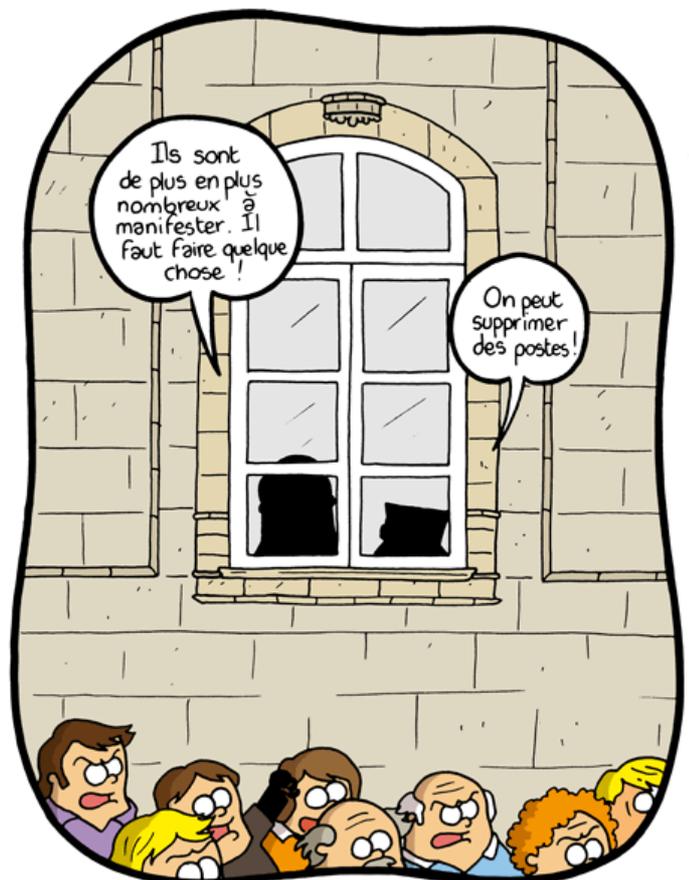
Nous guette un fort séisme de grande magnitude.

Cessons d'idolâtrer ces stars, ces entreprises,

Qui traitent les fonctionnaires de vulgaires marchandises.

Elles se soustraient à leurs obligations fiscales,

Mènent la fonction publique vers un destin fatal.



Noisy, c'est fini...

Avez-vous aperçu cette annonce sur Ulysse ? Le 30 octobre 2017, une note de service nationale nous informait des nouvelles modalités de "**compensation du temps de trajet domicile-lieu de formation/réunion**".

Avec beaucoup d'espoirs, nous attendions naïvement que le temps que nous passons dans les transports pour nous rendre au CIF de Noisy-Le-Grand soit pris en compte dans nos heures de services. Malgré la demande de nos représentants nationaux, c'est le Conseil d'État qui a tranché : lorsque nous prenons les transports pour nous rendre de chez nous jusqu'à notre lieu de formation, qu'importe que nous y passions 4 heures de notre journée, le Conseil d'État considère que nous y allons sur notre temps libre. Sur nos loisirs en quelque sorte...

On se fait plaisir dans le RER A, ce lieu de culture et d'épanouissement que la France entière nous envie...

Ne soyons pas injustes : si nous partons de chez nous avant 7h du matin et/ou que nous revenons après 20h, l'administration est invitée à nous faire cadeau:

- de 1 heure en cas de déplacement dans le département
 - de 2 heures dans le cas d'un déplacement dans un département limitrophe
- ...mais seulement au vu d'une demande préalable !

Déjà que c'est la misère pour se faire rembourser les frais de déplacements...

Vous le sentez qu'on se moque de nous ?

Mobilisation des agents du Val d'Oise contre les restructurations

Une soixantaine d'agents du Val d'Oise se sont invités à la réunion du Comité Technique Local le lundi 11 décembre pour protester contre les restructurations annoncées par la direction.

En résumé :

- 1- Déménagement des BDV et de la BCR du Béloise au bâtiment Le Montaigne
- 2- Déménagements des BDV de St-Leu sur Cergy (bâtiment Le Montaigne)
- 3- Déménagement de la BCSP et de la BCPR d'Ermont sur Cergy (bâtiment Le Montaigne)
- 4- Déménagements des SIE et PCE de Garges sur Saint-Leu
- 5- Création d'un Service départemental de l'Enregistrement avec le transfert de l'enregistrement de Cergy à Ermont

Les représentants du personnel ont remis à la directrice une pétition signée par plusieurs centaines de collègues.

Les représentants CGT ont lu une déclaration pour dénoncer ces transferts de service. La directrice a répondu par 15 bonnes minutes de discours qui consistait à répéter ce qu'elle avait dit dans les services lors des réunions tenues la semaine dernière et qui avaient pour but de désamorcer le mécontentement bien légitime des collègues.

Malgré nos paroles, la direction a refusé de retirer ses projets de restructurations.

Mais les collègues présents ont eu le courage de dire NON avec détermination et ils ont quitté la salle la tête haute.

Un journaliste du Parisien nous attendait en bas dans le hall.

(la pétition, la déclaration de la CGT et l'article du Parisien sont accessibles sur notre site)



Retrouvez toutes nos infos sur notre site : www.financespubliques.cgt.fr/95/

L'entourloupe du droit à l'erreur

Macron accélère la « libéralisation » économique, fiscale, et des règles appliquées au travail alors que le contexte social ne cesse de se dégrader. C'est d'une pierre deux coups : adapter la loi au bénéfice du patronat et des actionnaires tout en leur évitant des scandales supplémentaires.

Et pourtant, consentir à l'impôt et aux cotisations, c'est participer à la solidarité. Pour les contribuables les plus fragiles, le sentiment d'injustice et d'inutilité mine ce consentement. Une lutte efficace contre la fraude ne peut que l'améliorer. Le patronat, par contre, considère l'impôt et les cotisations comme des « agressions » à ses seuls intérêts.

Ainsi, le projet de loi du droit à l'erreur présenté au conseil des ministres du 27 novembre 2017, sous couvert de « pacification » des relations usagers-administrations, fait reculer le contrôle (pourtant corrélatif au système déclaratif) au profit de la généralisation du rescrit à toutes les administrations ou encore des contrôles limités dans les PME de moins de 250 salariés et dont le chiffre d'affaires annuel ne dépasse pas 50 millions d'euros.

Après « la relation de confiance », le rescrit à la DGFIP ou l'examen de comptabilité du bureau, ce projet de loi généralise des entraves à l'action de contrôle. L'aspect budgétaire est clairement privilégié face au répressif. La CGT Finances Publiques dénonce ce projet rétrograde et affirme la nécessité de consolider les organismes de contrôle des administrations, parce que socialement utiles dans la jungle capitaliste.



Brèves du 95 :

- Ponts naturels imposés par la direction : le 30 avril, les 24 et 31 décembre 2018

Pour la CGT, il est effectivement plus commode pour les agents que les sites soient fermés au public pendant ces ponts « naturels ». En revanche, il est inadmissible que la direction oblige ses agents à poser 3 jours de congés à des dates précises. En effet, les congés sont personnels et les agents doivent garder la liberté de les poser quand ils le veulent. Nous avons donc demandé à la direction de fermer les sites au public et de permettre aux agents d'y venir travailler si tel est leur choix ou à défaut d'accorder aux agents 3 journées d'autorisations d'absences exceptionnelles. La direction a refusé.



- Frais de déplacement

La CGT a été contacté par des agents concernant les remboursements du trajet domicile-travail en transport en commun. Les modalités de contrôle des RH ont changé. Ils demandent désormais la totalité des preuves d'achat sur 2 ans. Nous avons demandé à ce que les règles soient signifiées aux agents et qu'elles démarrent à partir de l'information aux agents.

- e-contacts

La CGT a interrogé la direction sur le flux massif de e-contacts reçus par les collègues. En effet, 700 ont été rebasculés sur les SIP de Cergy et 400 sur les SIP d'Argenteuil ! La directrice a répondu qu'il s'agissait d'un problème d'aiguillage du centre de contact du Mans qui stockait les mails qui n'étaient pas de leur champ de compétence et les ont transférés aux SIP concernés en une fois au lieu de le faire au fil de l'eau. Merci pour ce cadeau de Noël ! Des mails, de la réception, des déclarations H...mais toujours pas d'emploi.